



Le 10^e anniversaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie a été célébré à Topolca les 23 et 24 septembre 2004

L'Ukraine en vedette

Des invités de marque

Vedette du congrès annuel organisé par la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, M. Mykola Shupenia, vice ministre de la Justice d'Ukraine à été l'incontestable attraction de la séance protocolaire de ce 10^e congrès qui correspondait aux dix années d'existence de la profession d'huissier de justice – version libérale – dans ce pays.

Pour marquer cet événement, la chambre hongroise avait décidé de donner à la séance d'ouverture une empreinte protocolaire inhabituelle en conviant, – outre le vice ministre de la Justice d'Ukraine et M. Istvan Somgyvar, secrétaire d'Etat du ministère de la Justice de Hongrie section administration publique – une délégation de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie conduite par le président Mihai Ducu et accompagné de Mme Valéria Puiu, directeur des professions au ministère de la Justice et enfin Jacques Isnard, président de l'UIHJ.

Une chambre nationale aux activités internationales

Le président Krejniker, président de la Chambre nationale de Hongrie s'est livré à un historique de la chambre nationale, indiquant comment, en 1994, la profession est passée du système public au régime privé.

Il a ensuite évoqué les différentes étapes qui ont conduit les huissiers de justice hongrois à leur état actuel en évoquant la situation des derniers huissiers fonctionnaires restant dans le pays « auxquels il conviendrait de tendre la main ». Au plan juridique, la profession reste encore confrontée aux réformes à envisager des procédures mobilières et immobilières (« il y a une mafia



Parmi les intervenants: M. Ducu, Mme Puiu, le secrétaire du ministère de la Justice d'Ukraine, MM. Shupenia, Krejniker, Somgyar, Isnard et Leventin

Amongst the participants: Mr Ducu, Mrs Puiu, the secretary of the Minister of Justice of Ukraine, MM. Shupenia, Krejniker, Somgyar, Isnard and Leventin

qu'il faudrait éradiquer »). Entre autres projets : celui de maîtriser davantage les langues étrangères, de créer une salle pour les ventes aux enchères et d'accélérer les revendications en terme de révision des tarifs. Enfin, le président Krejniker a mis en exergue l'activité internationale de la chambre hongroise dont le rayonnement s'étend bien au-delà des frontières magyares, la présence du vice ministre de la justice d'Ukraine et de la délégation roumaine étant l'exemple même de cette action au sein de l'Europe.

Le président Isnard s'est livré à son tour d'horizon habituel en évaluant les effets de l'extension de l'UE à 25 Etats membres et la portée des nouveaux instruments relatifs à l'aménagement de l'espace de justice. Les conséquences du « rapport Monti » sur la déréglementation et la concurrence ont été abordées avec pour corollaire ses effets sur l'activité des huissiers de justice et ses incidences en matière de recouvrement.

Le Président Isnard s'est félicité de la place occupée par la Hongrie au sein de l'UIHJ et sur le rôle important qui était le sien dans cette partie stratégique de l'Europe.



L'Ukraine se tourne vers l'UIHJ

Après une brève allocution de Mme Puiu, l'intervention de M. Mykola Shupenia ne devait pas manquer d'intérêt. M. Shupenia a longuement évoqué la situation des huissiers de justice en Ukraine, soulignant les efforts récemment consentis par le gouvernement en faveur de cette catégorie de fonctionnaires (salaires, relèvement des classifications, équipements). Le ministre ne devait pas cacher les difficultés que rencontraient nos collègues dans un pays aux institutions très fragiles et à l'environnement hostile aux professionnels de l'exécution. Enfin M. Shupenia annonçait le projet de création d'une profession libérale d'huissier de justice dans son pays et se déclarait prêt à solliciter l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Internationale.

A l'issue de la cérémonie officielle d'ouverture du congrès, le président Isnard devait avoir un long entretien avec le ministre ukrainien, au cours duquel il devait être envisagé d'établir une coopération étroite entre l'Union et l'Ukraine dans le cadre de la création d'un corps libéral d'huissier de justice.

Cette volonté de coopération pourrait se concrétiser par l'adoption prochaine d'une convention d'adhésion de l'Ukraine à l'Union (membre associé).

Un projet sera présenté par l'UIHJ et M. Shupenia a accepté l'invitation qui lui a été adressée d'assister au prochain conseil permanent de Paris.

The 10th anniversary of the Hungarian National Chamber of Enforcement agents was celebrated in Topolca on the 23rd and 24th September 2004.

Ukraine's in the spotlight

Prestigious guests

Special guest at the annual congress organised by the Hungarian National Chamber of Enforcement agents, Mr Mykola Shupenia, Ukrainian Deputy Justice Minister, was without a doubt the star of the protocol session of the 10th congress which coincided with ten-year anniversary of the existence of the profession of enforcement agent – in a liberal capacity – in this country.

To mark this event, the Hungarian Chamber decided to give the opening session a distinctive protocolary feel by inviting, – amongst others, the Ukrainian Deputy Justice Minister and Mr Istvan Somgyvar, Secretary of State for the Hungarian Ministry of Justice with the Public Administration division – a delegation from the Romanian

*Une partie de l'assemblée
A part of the assembly*





National Chamber of Judicial Officers represented by the President Mihai Ducu accompanied by Mrs Valéria Puiu, Director of Professions with the Ministry of Justice and finally, Mr Jacques Isnard, President of the IUJO.

A National Chamber for International Affairs

President Krejniker, President of the Hungarian National Chamber, gave a brief history of it, explaining how, in 1994, the profession transformed from a public to a private regime.

He then outlined the stages that brought the Hungarian enforcement agents to their present standing, highlighting the position of the last remaining civil enforcement agents left in the country "to whom it would be nice to lend a hand". On a legal basis, the profession still faces reforms to be made on property and building legislation ("there's a mafia that needs to be eradicated"). Other projects include the mastering of foreign languages, the creation of an auctioneer's hall and the acceleration of measures to review fees. Finally, President Krejniker highlighted the international work being carried out by the Hungarian Chamber whose influence extends far beyond its borders. The presence of the Ukrainian Justice Minister and the Romanian delegation was symbolic of their involvement in Europe.

President Isnard, in his customary overview, evaluated the effects of the expansion of the EU to 25 States and the deployment of new tools necessary to the control of the judicial domain. The consequences of the "Monti report" on deregulation and competition were brought up in light of their effects on the activity of enforcement agents and recovery.

President Isnard expressed his satisfaction with the status gained by Hungary within the IUJO and the important role that he played in this strategic European endeavour.

The Ukraine turns to the IUJO

After a brief address given by Mrs Puiu, Mr Mykola Shupenia's gave a very interesting speech. Mr Shupenia, who has always tried to promote the status of the enforcement agent in the Ukraine, highlighted concessions recently made by the government in favour of this category of civil servant (wages, an increase in classifications, equipment). The minister did not omit any of the difficulties faced by our colleagues in a country whose institutions are unstable and where the enforcement professional's working environment can be hostile.

To finish up, Mr Shupenia announced the project for creating a liberal enforcement agent profession in his country and declared his intention to apply for Ukraine's membership to the International Union.

Following the official opening ceremony of the congress, President Isnard and the Ukrainian minister had a long discussion, during which they discussed the possibility of the Union and the Ukraine working in close collaboration with a view to creating a liberal body of enforcement agents.

This desire for cooperation will materialise through the imminent creation of convention permitting the Ukraine to join the Union as an associate member.

A proposal will be drafted by IUJO and Mr Shupenia has accepted an invitation to attend the next permanent counsel meeting in Paris.